

Pour gagner, l'UDC doit exploiter les divisions des pro-UE

Avenir des Bilatérales Deux jours après le soutien du PLR, le premier parti du pays est venu dézinguer le paquet d'accords. Les regards se tournent désormais vers Le Centre.

Florent Quiquerez Berne

Ils ont même tenté de faire entrer de vraies hallebardes dans la salle de presse du Palais fédéral! Quarante-huit heures après que l'assemblée du PLR a largement soutenu le oui au paquet d'accords avec l'UE, l'UDC a fait une démonstration de force à Berne pour le torpiller.

Pas question ici de parler de «Bilatérales III», nom donné au projet par ses partisans. Brandissant l'épais dossier qui contient le détail des accords, Thomas Aeschi, chef du groupe UDC, dénonce «un monstre bureaucratique». «Il n'y a qu'une seule réponse à ce traité de soumission à l'UE: un non du parlement, du peuple et des cantons.»

Propositions «choquantes», «jugés étrangers», «hausse de l'immigration», «milliards à payer», à ses côtés, dix conseillers nationaux ont multiplié les critiques. Côté romand, c'est Yvan Pahud (VD) qui prend la parole. «Ce paquet, c'est la fin de notre démocratie, lâche le Vaudois. Alors que l'Europe est marquée par l'instabilité, ce projet va détruire tout ce qui fait la force de notre pays, à savoir que le pouvoir est d'abord dans les mains du peuple, puis des communes, des cantons et enfin de la Confédération. Si on dit oui, il ne servira plus à rien d'aller aux urnes: Bruxelles commandera.»

L'UDC le sait. Dans cette votation de tous les superlatifs, elle sera seule contre tous. Une configuration qui ne lui fait pas peur. En 1992, elle avait convaincu une majorité des Suisses de tuer l'EEE; en 2014, elle avait réitéré cet exploit en faisant accepter l'initiative contre l'immigration de masse.

Et l'UDC qui vient maintenant dérouler ses arguments n'est pas étonnant. Depuis que le PLR a dévoilé ses cartes, les choses se sont décantées pour ce qui s'annonce d'ores et déjà comme la mère des batailles.

Après le PLR, Le Centre doit gérer ses divisions

Le camp du non, on l'a dit, sera composé de l'UDC. En face, le camp du oui peut compter sur les Verts et les Vert'libéraux, acquis très tôt au projet. Mais surtout sur le PLR, qui après avoir joué à se faire peur sur une possible scission du parti sera à nouveau le moteur du projet. À ses côtés, on trouvera – comme ce fut le cas lors des dernières votations sur l'Europe – le PS, qui a, lui,



Thomas Aeschi, président du groupe UDC, brandit le monstre de bureaucratie des accords avec l'UE. Selon lui, «il n'y a qu'une seule réponse à ce traité de soumission à l'UE: un non du parlement, du peuple et des cantons.» À ses côtés, Magdalena Martullo-Blocher (GR) et Yvan Pahud (VD).

«Ce paquet, c'est la fin de notre démocratie. Si on dit oui, il ne servira plus à rien d'aller aux urnes: Bruxelles commandera.»

Yvan Pahud
Conseiller national (UDC/VD)

«Certes, il n'y aura pas d'unanimité, car on sent chez nous aussi que cet objet divise. Mais je pense que les délégués seront majoritaires à suivre notre position.»

Vincent Maitre
Conseiller national (Le Centre/GE)

réussi à calmer les syndicats en obtenant des concessions sur la garantie des salaires.

Reste Le Centre, vers qui tous les regards se tournent. Si la direction du parti est pour le oui, il faudra voir ce que décident les délégués. L'assemblée aura lieu le 15 novembre. Et si on a beaucoup parlé des divisions au PLR, Le Centre devra aussi gérer les siennes.

D'où cette question: les partisans des Bilatérales craignent-ils une mauvaise surprise ce jour-là? «Non, répond Vincent Maitre, vice-président du parti, et partisan convaincu du paquet. Certes, il n'y aura pas d'unanimité, car on sent chez nous aussi que cet objet divise dans les cantons de Suisse centrale. Mais au final, je pense que les délégués seront majoritaires à suivre notre position.»

Un référendum facultatif en 2027?

Tout comme au PLR, le Genevois s'attend toutefois à ce que la question du référendum facultatif ou obligatoire – qui oblige

à avoir aussi la majorité des cantons – soit disputée. «Il faudra bien expliquer que cette question n'est pas politique, mais juridique. Et juridiquement parlant, la Constitution fédérale impose le référendum facultatif. Le peuple votera.»

Le constat étant posé, il faut désormais sortir les calculettes. L'UDC comptant pour 30% de l'électorat, elle doit donc encore trouver 20% des votants prêts à la suivre. En jouant sur la perte de souveraineté, elle en convaincra au Centre et au PLR. Il y aura aussi des voix de gauche, où traditionnellement une frange d'eurosceptiques résiste. «La base de tous ces partis sera bien plus divisée que ne le laissent entendre les positions officielles», assure Yvan Pahud.

Alors qu'on évoque un scrutin pour 2027, l'UDC tentera donc d'alimenter les scissions internes des autres partis pour s'imposer. Ces derniers – majoritaires sur le papier – le savent: ils joueront la victoire sur leur capacité à resserrer les rangs. Suspense garanti.